



## Convention sur la diversité biologique

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/7  
2 mars 2012

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

### COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 3.6 de l'ordre du jour provisoire \*

### SYNTHÈSE DES OPINIONS CONCERNANT LA NÉCESSITÉ ET LES MODALITÉS D'UN MÉCANISME MULTILATÉRAL MONDIAL DE PARTAGE DES AVANTAGES (ARTICLE 10)

*Note du Secrétaire exécutif*

#### I. INTRODUCTION

1. L'article 10 du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à la Convention sur la diversité biologique déclare que « les Parties considèrent la nécessité et les modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages pour traiter le partage juste et équitable des avantages résultant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques qui se trouvent dans des situations transfrontières ou pour lesquelles il n'est pas possible d'accorder ou d'obtenir le consentement préalable donné en connaissance de cause. Les avantages partagés par les utilisateurs de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques par l'intermédiaire de ce mécanisme sont utilisés pour soutenir la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs. »

2. Lors de sa dixième réunion, la Conférence des Parties a donné pour mandat au Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (le Comité intergouvernemental) d'examiner, à sa deuxième réunion, la nécessité et les modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages (MMMPA), en application de l'article 10 du Protocole de Nagoya (décision X/1, annexe II, section B, point 10).

3. Le présent document a été préparé par le Secrétaire exécutif pour assister le Comité intergouvernemental dans l'exécution de son mandat.

4. En préparation de la présente réunion, les Parties, autres gouvernements, organisations internationales, communautés autochtones et locales, et parties prenantes concernées ont été invités à fournir, avant le 1<sup>er</sup> novembre 2011, des opinions et/ou des informations pertinentes au Secrétaire exécutif sur l'article 10 du Protocole de Nagoya pour la considération du Comité intergouvernemental.

\* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1.

5. En réponse à la notification 2011-142 (SCBD/ABS/VN/SG/77099) du 1<sup>er</sup> août 2011, et au rappel figurant dans la notification 2011-206 (SCBD/ABS/VN/SG/77099) du 1<sup>er</sup> novembre 2011, au 25 janvier 2012, le Secrétaire exécutif avait reçu des soumissions du Canada, de la Chambre de commerce internationale, du Groupe africain, du Mexique et de l'Union européenne. Toutes les soumissions sont accessibles en ligne à l'adresse <http://www.cbd.int/icnp2/submissions/>.

6. La section II de la présente note contient une synthèse des opinions exprimées sur la nécessité d'un MMMPA. La section III résume les points de vue sur les modalités d'un MMMPA. La section IV fait la synthèse des observations relatives aux processus. La section V présente de possibles questions pour la considération du Comité intergouvernemental.

## II. LA NÉCESSITÉ D'UN MÉCANISME MULTILATÉRAL MONDIAL DE PARTAGE DES AVANTAGES

7. L'article 10 du Protocole dispose que les Parties considèrent la nécessité d'un MMMPA. En outre, il propose deux situations générales auxquelles pourrait s'appliquer un MMMPA : i) les situations transfrontières; et ii) les situations pour lesquelles il n'est pas possible d'accorder ou d'obtenir le consentement préalable donné en connaissance de cause.

8. Toutes les soumissions présentent des points de vue relatifs à la nécessité d'un MMMPA.

9. L'une des soumissions propose que le régime international sur l'accès aux ressources et le partage juste et équitable des avantages en découlant ajoute une dimension multilatérale au modèle bilatéral de base qui repose sur le consentement préalable en connaissance de cause (CPCC) et les conditions convenues d'un commun accord (CCCA). Le régime international devrait avoir le champ d'application le plus vaste possible, du moins en ce qui concerne le partage des avantages. La soumission observe également que l'établissement d'un MMMPA pourrait avoir un certain nombre d'avantages :

### (a) *Avantages pour les Parties :*

- (i) Aider les Parties à s'acquitter, du moins en partie, de leurs obligations au titre de l'article 11 du Protocole (Coopération transfrontière) moyennant des coûts de transaction raisonnables et sans devoir chaque fois recourir au cas par cas; et
- (ii) Aider les Parties à s'acquitter de leur obligation au titre de l'article 9 (Contribution à la conservation et à l'utilisation durable) afin d'encourager les fournisseurs et les utilisateurs à orienter les avantages découlant de l'utilisation de ressources génétiques vers la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

(b) *Avantages pour les utilisateurs de ressources génétiques provenant d'installations de conservation ex situ :* Préciser le statut juridique de l'utilisation de telles ressources génétiques.

### (c) *Autres avantages :*

- (i) Un MMMPA basé sur le principe de « l'utilisateur-payeur » pourrait éventuellement être l'un des « mécanismes financiers novateurs » prévus par le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020; et
- (ii) Un MMMPA pourrait contribuer à la réalisation des objectifs de la Convention en faisant en sorte que les avantages découlant d'utilisations qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de l'habituel modèle bilatéral d'APA contribuent à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

10. L'une des soumissions propose de déterminer a) quelles ressources génétiques et connaissances traditionnelles pourraient être couvertes par le MMMPA, et b) les conséquences pour les utilisateurs et les fournisseurs, afin de parvenir à une entente sur les situations pour lesquelles un MMMPA pourrait à l'avenir constituer une valeur ajoutée. Elle propose en outre de garder à l'esprit l'article 4 (Relation avec

les autres accords et instruments internationaux) et l'article 11 (Coopération transfrontière) du Protocole lors de l'examen de situations qui pourraient nécessiter un MMMPA.

11. Une autre soumission propose qu'avant de pouvoir déterminer les possibles modalités d'un MMMPA, il convient de discuter d'une série de questions techniques :

(a) Qu'advient-il dans le cas d'une ressource génétique associée à des connaissances traditionnelles appartenant à plusieurs communautés?

(b) Comment les avantages seront-ils partagés dans le cas d'une ressource partagée au sein d'un même pays ou par plusieurs pays?

(c) Quelles mesures seront prises dans les cas où la domestication d'une culture a eu lieu dans un pays autre que le pays d'origine de la ressource en question?

(d) Quelles mesures seront prises dans les cas où le centre de diversité se trouve dans un lieu autre que le lieu d'origine de la ressource en question?

(e) Qu'advient-il dans les cas d'utilisateurs qui ne sont pas autorisés à utiliser une ressource *in situ*, mais qui ont accès à des installations de conservation *ex situ*?

(f) Qu'advient-il dans les cas où aucun consentement préalable en connaissance de cause n'a été accordé, mais où l'utilisateur a accès à la ressource dans un autre pays ou dans des installations de conservation *ex situ*?

(g) Comment les avantages seront-ils partagés dans les cas où des utilisateurs obtiennent des connaissances traditionnelles par le biais de publications, mais obtiennent la ressource elle-même d'une population naturelle (qui pourrait se trouver dans une aire naturelle protégée, ou pas)?

(h) Comment la surveillance sera-t-elle menée à bien pour les ressources génétiques visées à l'article 10 et auxquelles aucune connaissance traditionnelle n'est associée, mais qui pourraient fournir un avantage économique?

(i) Comment l'utilisation de variétés domestiquées sera-t-elle gérée?

12. Une autre soumission, reçue d'une partie prenante, propose qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un MMMPA étant donné que : i) la coopération transfrontière est déjà couverte par l'article 11 du Protocole; et ii) autant pour les installations de conservation *in situ* que *ex situ*, l'obtention du consentement préalable en connaissance de cause d'un fournisseur légitime devrait toujours être possible pour les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées à des ressources génétiques qui relèvent du champ d'application du Protocole. La soumission note, par ailleurs, que le paragraphe 4 de l'article 4 du Protocole reconnaît d'autres instruments internationaux, tels que le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPGAA), et qu'il convient de faire en sorte que tout mécanisme considéré en relation avec le Protocole n'interfère en aucune manière ni aille à l'encontre du système multilatéral du TIRPGAA.

### ***Situations où un MMMPA pourrait s'appliquer***

13. L'article 10 du Protocole présente deux situations pour lesquelles un MMMPA pourrait s'appliquer. Les points de vue soumis à propos de la nécessité d'un MMMPA abordent les contextes suivants : i) situations transfrontières; et ii) situations où il n'est pas possible d'accorder ou d'obtenir un consentement préalable en connaissance de cause.

#### ***Situations transfrontières***

14. L'une des soumissions souligne la nécessité de régler la question des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles qui y sont associées dans des situations transfrontières, à cause de la manière arbitraire dont les frontières nationales ont été établies à l'époque colonialiste.

15. Une autre soumission propose que l'une des situations où l'approche bilatérale actuelle pourrait ne pas s'appliquer, et que les Parties pourraient examiner, est celle des obtentions végétales

/...

transfrontières pour lesquelles la ressource génétique est détenue par plusieurs Parties, mais où l'accès au titre du Protocole de Nagoya n'est sollicité que par l'une d'entre d'elles, et où les conditions convenues d'un commun accord pour le partage des avantages ont été négociées avec le fournisseur uniquement et non avec les autres autorités ayant juridiction sur la ressource génétique en question.

16. Une autre soumission, reçue d'une partie prenante, note que l'article 11 du Protocole (Coopération transfrontière) fait référence aux ressources génétiques *in situ* dans des situations transfrontières, tandis que l'article 10 (MMMPA) ne spécifie pas si les ressources génétiques dont il est question sont uniquement les *in situ*, ou si les *ex situ* sont également couvertes. En outre, la définition du terme « situations transfrontières », tel qu'utilisé au cours des négociations au titre du Protocole, exclurait l'applicabilité de l'article 10 aux ressources génétiques *ex situ*, car le terme se rapporte à un territoire unique du point de vue de ses caractéristiques écologiques, mais qui s'étale sur au moins deux pays voisins. La soumission conclut qu'il n'est pas nécessaire d'aborder les questions transfrontières également au titre de l'article 10 en créant un MMMPA.

*Situations où il est impossible d'accorder ou d'obtenir un consentement préalable en connaissance de cause (CPCC)*

17. Une soumission propose que, même s'il doit y avoir une certaine forme d'accès avant qu'il ne puisse y avoir des avantages, l'obligation de partager les avantages ne dépend pas dans tous les cas du consentement préalable en connaissance de cause accordé pour un tel accès.

18. Une autre soumission, reçue d'une partie prenante, estime qu'une fois le Protocole ratifié, il ne pourra y avoir de situation où un consentement préalable en connaissance de cause juridiquement contraignant ne puisse être accordé en échange d'un accès conformément au Protocole.

19. Les situations suivantes où il n'est pas possible d'accorder ou d'obtenir un consentement préalable en connaissance de cause figurent dans les soumissions reçues :

(a) *Ressources génétiques obtenues d'emplacements ne relevant d'aucune juridiction nationale.* Trois soumissions ont soulevé cette question. L'une d'entre elles estime que des avantages découlent de cette situation, même si aucune Partie ne détient l'autorité d'accorder un consentement préalable en connaissance de cause. Une autre, reçue d'une partie prenante, propose que, selon l'article 3 du Protocole, les dispositions du Protocole s'appliquent aux ressources génétiques qui relèvent du champ d'application de l'article 15 de la Convention. Elle propose en outre qu'à la lumière des articles 3 et 4 de la Convention, les Parties ne devraient pas établir de règles concernant des ressources génétiques qui ne relèvent pas de leur juridiction par le biais d'un MMMPA, et si de telles règles doivent être établies, que cela devrait se faire au moyen d'autres instruments internationaux spécialisés;

(b) *Ressources génétiques et/ou connaissances traditionnelles associées obtenues avant l'entrée en vigueur de la Convention sur la diversité biologique.* Deux soumissions ont soulevé cette question. L'une estime que des avantages découlent de ces situations. L'autre, reçue d'une partie prenante, observe que l'établissement d'un mécanisme de partage des avantages incluant les transferts effectués avant l'entrée en vigueur de la Convention implique qu'un MMMPA contiendrait des dispositions rétroactives d'APA, alors que la Convention sur la diversité biologique ne prévoit pas la mise en œuvre rétroactive d'arrangements d'accès et de partage des avantages;

(c) *Ressources génétiques et/ou connaissances traditionnelles associées acquises avant l'entrée en vigueur du Protocole.* Deux soumissions ont soulevé cette question. L'une d'elles, reçue d'une partie prenante, propose que l'établissement d'un mécanisme de partage des avantages incluant les transferts effectués avant l'entrée en vigueur du Protocole implique qu'un MMMPA contiendrait des dispositions rétroactives d'APA, alors que le Protocole ne prévoit pas la mise en œuvre rétroactive d'arrangements d'APA. La même soumission se réfère à l'article 28 de la Convention de Vienne sur le droit des traités<sup>1</sup> qui traite de la non-rétroactivité des traités, à moins qu'une intention différente ne

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1155, p. 331.

ressorte du traité ou soit par ailleurs établie, et conclut que la considération d'un mécanisme qui prévoit une application rétroactive d'obligations serait non conforme au champ d'application du Protocole;

(d) *Matériel obtenu d'un pays où il n'y a aucune mesure législative, administrative ou politique d'APA en place.* Deux situations ressortent des soumissions reçues :

- (i) *Ressources génétiques obtenues de la juridiction d'une Partie ayant décidé de ne pas exiger de CPCC pour l'accès.* Deux soumissions ont relevé cette situation. La première estime que des avantages découlent de ces situations. La seconde, reçue d'une partie prenante, propose que la décision d'une Partie à la Convention sur la diversité biologique de ne pas établir d'obligations APA pour les ressources génétiques relevant de sa juridiction devrait être respectée par les autres Parties, et que ce pouvoir discrétionnaire ne devrait pas être miné par un mécanisme d'appoint d'APA;
- (ii) *La Partie fournisseur n'a pas encore établi de mesures législatives, administratives ou politiques d'APA exigeant un CPCC et des CCCA.* Deux soumissions ont soulevé cette question. Pour l'une d'elles, la Partie fournisseur est en état de non-respect des obligations découlant du Protocole. Pour l'autre, reçue d'une partie prenante, il s'agit d'une situation où le pays en question n'a pas encore traduit en loi nationale les dispositions de la Convention sur la diversité biologique, possiblement car il nécessite une assistance pour établir un cadre national assurant le partage des avantages. Cette soumission exprime l'avis que cette assistance devrait prendre la forme de mesures de création de capacités et non d'un mécanisme international « d'appoint »;

(e) *Ressources génétiques et/ou connaissances traditionnelles associées à des ressources génétiques obtenues sans consentement préalable en connaissance de cause ou conditions convenues d'un commun accord et qui se trouve dans une installation de conservation ex situ.* Une soumission, reçue d'une partie prenante, fait état de cette situation. Elle observe que les lois nationales abordent souvent les questions relatives à l'accès et au partage des avantages pour les installations de conservation *ex situ*, et qu'un MMMPA ne ferait que porter atteinte au principe de souveraineté nationale. Elle signale également que dans le cas des ressources génétiques végétales pour l'alimentation et l'agriculture, un système multilatéral existe déjà sous la forme du TIRPGAA.

20. Une soumission propose que lorsque des avantages découlent de ressources génétiques utilisées sans qu'un consentement préalable en connaissance de cause n'ait été accordé, une telle utilisation serait malgré tout soumise aux systèmes de surveillance et de contrôle de conformité que les Parties au Protocole de Nagoya ont l'obligation de mettre en place.

### **III. MODALITÉS D'UN MÉCANISME MULTILATÉRAL MONDIAL DE PARTAGE DES AVANTAGES**

21. Quatre soumissions ont abordé les modalités d'un MMMPA.

#### **A. Mécanismes existants de partage des avantages**

22. Une soumission propose que les mécanismes existants de partage des avantages soient considérés lors de l'établissement des modalités d'un MMMPA. La soumission observe que les mécanismes de partage des avantages au titre du Protocole de Nagoya et du TIRPGAA diffèrent comme suit :

(a) Le partage des avantages au titre du Protocole de Nagoya est de nature bilatérale et transactionnelle;

(b) Le partage des avantages au titre du TIRPGAA est non transactionnel. Le TIRPGAA fait appel à un mécanisme multilatéral global comprenant un fonds;

(c) Les avantages au titre du TIRPGAA sont dirigés vers la conservation des RPGAA dans les pays en développement, tandis que le Protocole de Nagoya encourage, mais ne contraint pas, les Parties à diriger les avantages vers la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

#### ***B. Nature, objectif et champ d'application d'un MMMPA***

23. Deux soumissions proposent quelques questions à discuter relativement aux possibles modalités d'un MMMPA. L'une d'elles propose :

- (a) Quelle est la nature du MMMPA?
- (b) Le mécanisme devrait-il être établi au titre du Protocole de Nagoya?
- (c) L'administration du mécanisme devrait-elle inclure la représentation d'entités autres que les Parties?
- (d) Quel est l'objectif du MMMPA?
- (e) Le MMMPA devrait-il identifier ou restreindre le type d'avantages à être partagés?

24. L'autre soumission demande comment un MMMPA pourrait au mieux contribuer à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs à l'échelle mondiale.

25. Une soumission propose que la prise de décisions concernant l'allocation et l'utilisation des fonds du MMMPA soit guidée par une instance dirigeante internationale indépendante constituée d'un ensemble de représentants régionalement équilibré, basé sur la formule habituelle des Nations Unies, et que cette instance limite au minimum les frais administratifs. Elle envisage également la possibilité que l'instance dirigeante puisse recevoir des avis scientifiques indépendants concernant les priorités mondiales de financement à être appuyées par le MMMPA.

#### **IV. POINTS DE VUE RELATIFS AUX PROCESSUS**

26. Trois soumissions ont également abordé des questions relatives aux processus en vue de considérer la nécessité et les modalités d'un MMMPA. Elles reflètent différentes approches quant aux éventuelles étapes pour ce faire.

27. La première propose l'établissement d'une phase pilote pour un MMMPA au cours de la première réunion des Parties au Protocole, pour que les Parties puissent inclure ce mécanisme dans leurs systèmes juridiques nationaux d'APA. À cette fin, un groupe de rédaction pourrait être créé pour rédiger une décision élaborée par la réunion des Parties. La même soumission propose également que la nécessité d'un instrument plus officiel et juridiquement contraignant pourrait être évaluée plus tard, dans le cadre de la première révision du Protocole de Nagoya.

28. La deuxième soumission propose que, avant même de discuter de la nécessité ou des modalités d'un MMMPA, il est primordial que les Parties aboutissent à un consensus quant à l'existence ou pas de situations où des ressources génétiques ou des connaissances associées à des ressources génétiques sont, ou ont été, obtenues dans des situations transfrontières, ou de situations où il est impossible d'obtenir un CPCC et d'établir des CCCA, et si tel est le cas, de déterminer si ces situations s'inscrivent dans le champ de compétences du Protocole de Nagoya ou s'ils seraient mieux abordés dans le cadre de mécanismes ou procédures différents. La même soumission estime par ailleurs que les discussions entourant ces questions devraient tenir compte : a) du droit souverain des États de gérer leurs ressources génétiques; b) de la portée juridique du Protocole de Nagoya et de la Convention sur la diversité biologique, et c) du champ d'application d'autres institutions intergouvernementales.

29. Enfin, la troisième soumission propose que les Parties parviennent d'abord à s'entendre sur la nécessité d'un MMMPA, et qu'une discussion des points suivants à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental permettrait de déterminer s'il existe un consensus quant à la nécessité d'un MMMPA : i) les situations qui pourraient être couvertes par le mécanisme, et ii) les conséquences pour les utilisateurs et les fournisseurs. Si un accord intervient sur ces questions, l'étape suivante serait de

déterminer les modalités. Il a par ailleurs été suggéré que ce processus constituerait une bonne base pour l'examen officiel de la question après l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya, en notant toutefois que toute décision sur l'article 10 ne pourrait être prise qu'après l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya et par les Parties au Protocole.

30. Cette soumission propose également de possibles activités qui pourraient être menées à bien au cours de la prochaine période intersessions, en vue d'aider les Parties au Protocole de Nagoya dans leur considération de la nécessité et des modalités d'un éventuel MMMPA :

(a) Une vaste consultation via Internet des Parties, des parties prenantes, et des communautés autochtones et locales pourrait être organisée par le Secrétariat de la Convention, au cours de laquelle une série de questions bien définies seraient posées;

(b) Le Secrétariat de la Convention serait prié de compiler et de résumer les réponses reçues au cours de la consultation publique;

(c) En base aux résultats de la consultation publique, la faisabilité et la valeur ajoutée de l'établissement d'un groupe d'experts pourraient être envisagées, en vue de discuter des résultats des discussions exploratoires initiales de la deuxième réunion du Comité intergouvernemental et des résultats de la consultation publique via Internet.

## **V. QUESTIONS À CONSIDÉRER**

31. La deuxième réunion du Comité intergouvernemental constituera la première occasion depuis l'adoption du Protocole d'examiner la question de la nécessité et des modalités d'un MMMPA. Le Comité intergouvernemental sera guidé dans ses travaux par l'article 10 du Protocole, dont les éléments suggèrent le cadre de base à être considéré. Les Parties doivent déterminer la nécessité et les modalités d'un MMMPA.

32. Gardant l'article 10 à l'esprit, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner comment appuyer au mieux la réunion des Parties dans ses travaux, et en particulier déterminer quels apports à la réunion des Parties pourraient être jugés les plus utiles. Cela pourrait aider à orienter les travaux du Comité intergouvernemental au cours de cette réunion et d'éventuelles réunions futures également.

33. À cet égard, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter structurer ses travaux de manière à pouvoir échanger des avis concernant :

(a) La nécessité d'un MMMPA, en tenant compte du fait que l'article 10 se réfère i) aux situations transfrontières, et ii) aux situations où il n'est pas possible d'accorder ou d'obtenir un consentement préalable en connaissance de cause; et

(b) Les modalités d'un MMMPA, en tenant compte du fait que l'article 10 se réfère aux avantages partagés par le biais de ce mécanisme comme moyen de soutenir la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

34. Le Comité intergouvernemental pourrait également souhaiter considérer des questions relatives aux processus au-delà de sa deuxième réunion qui constitueraient la base de sa recommandation. À cet égard, si par exemple la sollicitation d'avis supplémentaires ou d'une réunion d'experts est jugée souhaitable, il conviendrait de considérer l'élaboration d'une liste de questions dans le cadre de la recommandation du Comité pour faire en sorte que les réponses obtenues soient ciblées. En outre, une réunion d'experts nécessiterait un mandat bien défini relativement aux apports nécessaires et aux objectifs à réaliser.